

Dr Frank Van de Craen

Ambassadeur honoraire de Belgique, membre du comité de direction de l'IRELAC (Institut interdisciplinaire pour les relations entre l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes).

## **Le VENEZUELA, « Post-Chaviste » ou « Maduriste », devenu le pays le plus problématique du Continent latino américain. Une analyse.**

**Résumé :** *Le Venezuela actuel est gouverné par une petite élite « post Chaviste » qui s'est de plus en plus isolée de la reste de la population et qui s'est de plus en plus éloignée de l'Etat de droit et des institutions démocratiques, mais aussi d'une politique économique et sociale qui tient compte d'un bon et juste fonctionnement du marché. Ceci a mené à une situation socio-économique largement débilitee, même paralysée.*

*Inutile de dire que cela cause d'un côté une souffrance croissante parmi la population, du point de vue travail, santé, éducation, perspectives pour l'avenir et de l'autre côté une telle gouvernance risque de causer de l'instabilité régionale, même internationale, en premier lieu par un exode massif de citoyens dépassant déjà quelques millions, envahissant surtout les pays voisins.*

*Cette étude traitera d'abord la problématique dans sa dimension nationale, le contexte politique, socio-économique sur le terrain. Ensuite elle se concentrera sur sa dimension internationale, c'est-à-dire les répercussions régionales et internationales ainsi que la réponse (pression en forme de sanctions) ou manque de réponse du monde extérieur.*

### **A. La situation interne**

#### **1. Ce qui a mené au phénomène du « chavisme ».**

Pour mieux comprendre le phénomène du « Chavisme », il faut d'abord donner quelques explications sur le Venezuela d'avant Chavez et sur ce qui a mené au « Chavisme ».

Le Venezuela, situé au nord et nord-est du continent sud-américain, est un pays de taille moyenne, avec 31 millions d'habitants, un peu plus grand que la France. Indépendant depuis 1824, le Venezuela a connu une longue traversée d'instabilité politique, de conflits internes, de régimes de caudillos.

Il est seulement un peu avant la deuxième guerre mondiale, après la dictature de Vincente Gomez, que le pays connaît une première période de démocratie nascente, qui ne dure qu'une douzaine d'années, jusqu'en 1948. Arrive alors la

dernière période dictatoriale, avec d'abord une junte militaire et puis un homme fort, Perez Jimenez, avant que s'établisse fin des années cinquante la « Quatrième République ».

Celle-ci va durer jusqu'en janvier 1999 et elle est caractérisée par l'alternance de deux courants politiques qui sont plutôt complémentaires : la sociale démocratie (AD) et la démocratie chrétienne (COPEI). Tous les deux ont essayé de copier le modèle européen de « marché libre et social ». On pourrait dire « essayer » de copier, car dans le contexte latino-américain cela n'était pas évident, manque de partis politiques forts, manque de syndicats forts et surtout manque d'institutions fortes.

Le pays est relativement prospère, surtout à cause de ses ressources naturelles, en premier lieu le pétrole, mais la distribution de la richesse ne se fait pas de manière équilibrée. En plus, en cinquante ans (entre 1950 et 2000) la population va plus que quadrupler. Cette croissance est d'abord alimentée par une importante immigration européenne post guerre, mais à partir des années soixante elle se convertit en une immigration en provenance des pays voisins, surtout de la Colombie, qui souffre d'une guerre civile latente.

Pendant cette « quatrième république » le Venezuela a plus au moins bien absorbé l'immigration européenne de main d'œuvre qualifiée, mais non pas l'immigration latino-américaine, qui consistait pour une grande partie de main d'œuvre non qualifiée. Cela, combiné avec une fuite vers les villes et les centres industrielles, a engendré la création de bidonvilles, a donné lieu à une forte expansion de l'économie informelle et finalement a causé plus et non pas moins d'inégalité dans le pays. En effet, aucun des gouvernements de la quatrième république n'est parvenu à créer suffisamment d'emplois durables. Au lieu de mener une politique économique inclusive et équilibrée, promouvant des investissements dans tout les secteurs, l'argent facile des revenus pétroliers a toujours dominé l'agenda des cénacles au pouvoir qui trop souvent favorisaient l'importation et la consommation.

Après la disparition (même violente) d'une mouvance révolutionnaire communiste fin des années soixante début des années septante (entre autre appuyée par un Cuba castriste), un nouveau courant politique contestant la division entre les « have » et les « have not » voit curieusement le jour au sein des forces armées, début années 80. Cette mouvance qui se réclame « bolivarienne »...est menée par un jeune lieutenant colonel, Hugo Chavez Frias.

Dans l'instabilité qui suivait le virement politique vers plus de modernisme mais aussi vers plus de libéralisme du Président Carlos Andres Perez (AD) en 1989, virement qui causera aussi sa chute, Chavez et son groupement avaient le sentiment que la population était prête pour un profond changement de cap et ils tentent un coup d'état en février 1992. Un coup d'état qui va échouer car il était à ce moment ni appuyé par les milieux politiques et encore moins par les milieux militaires. Chavez est emprisonné pour deux ans, mais en 1994 il est gracié et il recommence. Cette fois-ci avec un parti politique, le mouvement de la « Quinta Republica ».

La gouvernance politique « traditionnelle » essaie encore de redresser la situation mi-fin années nonante, formant une sorte de grande coalition du centre

démocratique, la CONVERGENCIA, avec un programme de réformes assez ambitieux ( entre autres avec la fameuse « apertura petrolera », vaste programme d'investissements dans le secteur du pétrole et du gaz par le biais d'une entente entre PDVSA et les grands joueurs pétroliers mondiaux, un programme qui était aussi sensé profondément moderniser le tissu industriel du pays), mais il est devenu trop tard. Les forces de la rénovation se sont mises en marche et Chavez devient Président en janvier 1999. Il laisse rédiger une nouvelle constitution et en été 2000 il a aussi un parlement derrière lui composé d'une écrasante majorité « chaviste ».

Cette constitution « chaviste » est ni socialiste ni communiste. Elle respecte la séparation des pouvoirs et les libertés fondamentales, mais elle est plus centraliste et présidentialiste que la précédente de 1960 et elle ouvre la porte pour des expériences sociaux communales....qui vont de plus en plus former la base de la politique « chaviste », appelée politique des MISSIONS....

## **2. CHAVEZ et la Cinquième République, la République Bolivarienne de Venezuela, qui se transforme en République du Socialisme du vingt et unième siècle.**

### **a. Chavez et sa vision, les « Missions ».**

Est-ce que Hugo Chavez avait un vraie vision pour le pays ? Quel était le fil conducteur de son programme ?

Lui et ses acolytes n'avaient pas de plan, pas de modèle spécifique en tête. Ils étaient inspirés par l'idée prépondérante de JUSTICE SOCIALE, de devoir COMBLER CE CLIVAGE entre la grande classe « populaire » de démunis et la classe moyenne et supérieure.

Quel était son outil ? Principalement sa politique de MISSIONS. Relativement vite il vient de créer des missions pour tous les grands secteurs de la vie économique et sociale : pour la santé, l'éducation, la sécurité sociale, le logement, le travail, l'infrastructure....

Malheureusement, déjà dès le début, ces missions manquaient de solidité et de durabilité. Il y avait beaucoup d'improvisation et le tout était plutôt mis sur la quantité et non pas sur la qualité. En plus, toutes ces « missions » coûtaient de l'argent, beaucoup d'argent. Par conséquent le gouvernement devait trouver des moyens de financement.

Le Venezuela de l'an 2000 était un pays qui devait faire face à un prix du pétrole assez bas, à une économie qui était pour presque 60 % informelle, ce qui veut dire à une faible fiscalité, surtout à une faible fiscalité directe.

Chavez va chercher l'argent là où il se trouve, chez la grande société d'état pétrolière PDVSA, chez les grands conglomérats industriels, mais aussi chez les PME, bref,

dans tout le secteur privé. Le pétrole et quelques autres ressources naturelles rapportent de l'argent, mais le Venezuela de l'an 2000 n'était pas un pays industrialisé genre premier monde, grand producteur de biens et services. On exportait peu de services, 80% des exportations consistaient en ressources naturelles, surtout en pétrole, seulement 20% des exportations consistaient en d'autres biens.

Le « clash » avec le secteur productif du pays était donc préprogrammé et le drame commence à se dérouler à partir de l'automne de 2001 avec un nombre de décrets présidentiels dans lesquels l'état commence à mettre sa main sur l'économie. Surtout visé était le géant pétrolier PDVSA, déjà sous contrôle de l'état, mais avec une large autonomie, coopérant avec le secteur privé pétrolier national et international.

Chavez veut le contrôle complet, abolit l'autonomie, ce qui déclenche un conflit ouvert avec quelques dizaines de milliers de travailleurs, surtout dans les échelons moyens et supérieurs. Ceux-ci sont licenciés et remplacés par « ses hommes et femmes », malheureusement pour la plupart peu aptes pour la tâche. Relativement vite la force de travail sera aussi augmentée de 60.000 à 150.000.

Entretiens on aperçoit une entrée de la mainmise de l'état dans tous les secteurs de l'économie, ce qui conduit même à un coup d'état en avril 2002 par des forces conservatrices dans la société et dans l'armée... Celles-ci surréagissent en monopolisant la scène politique. La majorité des forces armées ne va finalement pas soutenir le « nouveau » pouvoir et cela permet à Chavez de rester à la barre.

Malgré l'échec de ce coup d'état, un plus large mouvement d'opposition parvient quand-même à s'organiser et entame fin 2002 une grève générale. Grève qui dure même quelques mois, mais qui s'éteint au printemps 2003, en premier lieu parce que le gouvernement « chaviste » est sauvé par la conjoncture économique mondiale. Le prix du pétrole est en hausse et il y a de l'argent dans les coffres de l'état. Les MISSIONS peuvent alors vraiment démarrer.

L'opposition essaie encore une dernière fois d'écarter Chavez du pouvoir en utilisant l'outil constitutionnel d'une consultation populaire, avec comme but de forcer sa démission et d'organiser de nouvelles élections présidentielles en 2004. Dans ce référendum l'opposition doit obtenir le nécessaire 50% des votes, mais le perd de justesse. Par conséquent Chavez continue comme Président et sera même réélu en 2006 avec plus de 60% des votes exprimés.

Ce démarrage « missionnaire » s'avère pourtant bien le contraire d'une politique d'investissements durables. Le gouvernement ne fait qu'injecter de l'argent dans l'économie. En faisant cela l'état crée un système économique beaucoup plus subsidié, mais aussi plus contrôlé, en introduisant des prix fixes pour bon nombre de produits et de services. Ceci signifie un net départ de la gestion économique sous les gouvernements précédents, surtout dans les secteurs du logement, du transport, de la nourriture, de la médecine... Il est vrai qu'à court terme les subsides vont stimuler la croissance et le contrôle des prix rapporte des bénéfices pour une large partie de la population, les fameux « have not », mais à long terme cela reste une politique de « papa Noël » et une distorsion du marché. En plus, cela ouvre aussi les

portes à toutes sortes d'abus et à une grandissante corruption. Tant que le prix du pétrole le permet, l'argent continuera à couler, plus au moins jusqu'en 2013, année de la mort de Chavez et de son remplacement par son dauphin, Nicolas Maduro.

### **b. Chavez et la consolidation de son pouvoir**

Le coup d'état d'avril 2002 fut sans doute une césure pour Chavez et pendant le reste de son gouvernement il va et durcir et consolider son emprise sur les rênes de l'Etat.

Il comprend que le pays a besoin d'un secteur privé, donc il n'envisage pas son abolition, mais il crée un grand secteur public, avec de centaines d'entreprises d'état, qui vont « économiquement » s'avérer de plus en plus désastreuses. Il essaie donc d'un côté de co-exister avec le secteur privé, mais en même temps de leur montrer qui est le chef, ce qui pèse évidemment sur ce secteur, qui ne peut plus ni s'épanouir, ni vraiment se développer. En même temps il gonfle et politise l'administration publique, surtout le judiciaire, qui va perdre l'impartialité nécessaire. Le très important Conseil Electoral qui veille sur la régularité des élections nationales, régionales et locales devient largement « chaviste ». Seul le Tribunal Suprême de Justice peut encore maintenir sa neutralité.

Puis il commence à siller à l'arbre de la démocratie et des droits et libertés fondamentaux, surtout en instituant des contrôles sur les médias et les partis politiques. Il va aussi essayer d'amender la constitution de 1999 en y introduisant des mécanismes parallèles « socialistes ». Ici il échoue de justesse dans un référendum en 2007, mais il parvient quand même, aussi via référendum en 2009, à introduire dans la constitution la clause de la réélection perpétuelle du Président. En 2007 il transforme le mouvement de la « quinta republica » en Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV), en s'alliant au même temps au petit parti communiste et à quelques autres petits partis de gauche.

A partir de ce moment il commence à utiliser de plus en plus le concept du « socialisme du vingt et unième siècle » à côté du slogan de la « révolution bolivarienne », ajoutant pour la première fois une sauce clairement « idéologique » à sa politique sociale-missionnaire. Un rôle central dans toute cette stratégie est joué par Cuba : Chavez invite des conseillers cubains. Il y va avoir presque 50.000 en 2013. Après cette date le nombre a diminué, exception faite pour les postes clé de la politique. En effet, il s'agit surtout du personnel de santé et de l'enseignement, mais il y a aussi des conseillers politiques, militaires et du service de renseignement. Surtout ces derniers vont jouer un rôle néfaste dans les restrictions des droits et libertés et dans la tournure vers une gouvernance plus autoritaire et étatiste. Cette influence « politico-idéologique », déjà visible sous Chavez, va s'accroître sous Maduro et va jouer un rôle non négligeable dans la route vers la dictature.

Surtout grâce à la manne du pétrole, le gouvernement de Chavez peut encore éviter la crise et plus au moins maintenir le cap jusqu'à la fin de son deuxième mandat en automne 2012. Ce deuxième mandat (2006-2012) se déroule malheureusement déjà dans un climat politique et socio-économique qui commence à s'éloigner du

sentier de la démocratie et qui s'enfoncé de plus en plus dans un système économique qui manque de la durabilité et des perspectives de développement et qui est aussi de plus en plus atteint par la corruption.

**3. La transition du pouvoir. Chavez disparaît de la scène politique et est succédé par Nicolas Maduro. Accélération de la crise politique qui transformera le pays de nouveau en « dictature ».**

Deux tournants caractérisent cette transition du pouvoir. L'incapacité d'un changement de gestion et les déraillements consécutifs vers un régime de type dictatorial.

**a. Maduro manque de charisme et les héritiers du « Comandante » signent et persistent dans les erreurs du « chavisme » au lieu d'en tirer des leçons.**

Chavez est encore réélu Président pour un troisième mandat en octobre 2012, mais sa disparition à peine quelques mois après provoque en avril 2013 des élections présidentielles anticipées. Son dauphin désigné, Nicolas Maduro, doit faire face à une opposition réunie et renforcée dans la personne de Henrique Capriles. Maduro l'emporte de justesse avec 51%, mais de grandes doutes restent sur le vrai résultat du scrutin, le Conseil Electoral refuse de le vérifier à fond.

Le malheur du nouveau Président Maduro est que bientôt le « boom » du prix des ressources naturelles et plus particulier de celui du pétrole arrive à sa fin. A partir du printemps de 2014 l'économie vénézuélienne, déjà affaiblie par ce grand schéma « chaviste missionnaire » qui avait privé le pays de bon nombre d'investissements producteurs, tant nationaux qu'internationaux, entre en récession.

Les réactions de la population ne se laissent pas attendre. Elles ne s'étendent pas vraiment jusqu'aux couches populaires, mais viennent d'autant plus de la jeunesse du pays et surtout des jeunes professionnels. Connus sous le nom de « guarimba ou contre choc » les protestations du printemps 2014 résultent en 44 morts et en plusieurs centaines de blessés. Le régime parvient à se maintenir en faisant usage d'une répression brutale. Quelques milliers de personnes sont emprisonnés, dont la plupart sera relâchée relativement vite, mais il restera et il reste encore fin 2018 quelques CENTAINES DE PRISONNIERS POLITIQUES dans le pays.

La répression peut effrayer les protestateurs, mais le mécontentement subsiste car la situation économique ne se rétablit pas. Le nouveau gouvernement Maduro fait quelques annonces pour un soit-disant redressement, mais le manque de financement et pire encore la suffocation étatique de l'économie nationale font que le « grand rêve chaviste » de justice sociale et de l'égalité n'est plus lointain que jamais, le pays se trouve sur un point mort.

**b. Ayant subi une cuisante défaite aux élections pour l'Assemblée Nationale législative, le pouvoir « chaviste-maduriste » va finalement s'emparer du pouvoir tout court.**

Des élections législatives doivent être tenues en mai 2015, mais le Conseil Electoral traîne avec la date pour donner la possibilité au parti « chaviste-maduriste » au pouvoir, le PSUV, de se présenter dans les meilleures des conditions possibles. Tant pis pour eux, ces conditions ne s'améliorent pas. Finalement la population est appelée aux urnes en décembre 2015 et l'opposition réunie (la MUD) MESA DE LA UNIDAD DEMOCRATICA y sort victorieuse haut la main. La MUD, qui compte 27 partis, mais qui est principalement composée de deux jeunes partis, la Voluntad Popular et la Primera Justicia et compte dans ces rangs encore la vieille sociale démocratie (AD), mais non plus la vieille démocratie chrétienne (COPEI), hors jeu à cause de troubles internes, obtient même une majorité de 2/3. Pour la première fois depuis 1999, le pouvoir législatif n'est plus dans les mains du régime « chaviste ».

Maduro et les siens concèdent leur défaite, mais ne vont jamais accepter la victoire de l'opposition. Cette réaction se déroulera en plusieurs étapes, les cinq les plus importantes sont décrites ci-dessous et nous donnent une excellente leçon de la transformation d'un système démocratique (quoique sous Chavez déjà partiellement autoritaire) en régime dictatorial.

**Un.** Encore avant l'installation de la nouvelle Assemblée Nationale (AN), son prédécesseur, encore avec majorité chaviste, purge au dernier moment le Tribunal Suprême de 13 juges apparemment non chavistes. Ceci en ne respectant absolument pas, ni la procédure de l'ouverture des vacances, ni la procédure du vote parlementaire. Les 13 nouveaux magistrats sont tous de « fidèles » membres du PSUV et seront des garants pour des majorités pro gouvernement.

**Deux.** Le Conseil Electoral invalide l'élection de trois candidats de la MUD, déprivant ainsi l'opposition de sa majorité de 2/3 et d'un plus large pouvoir légiférant. L'appel contre cette décision ne sera jamais traité et des élections partielles pour combler les vacances n'auront jamais lieu.

Le régime « chaviste-maduriste » n'ose pourtant pas dissoudre l'Assemblée Nationale, malgré les pressions des ultra chavistes. Donc l'AN continue à siéger, même sans pouvoir de légiférer. Elle élit ses présidents et ses bureaux, reçoit des visiteurs et communique régulièrement avec le pays et avec le monde. Il faut pourtant mentionner ici que le bloc original des partis d'opposition en forme de la MUD s'est transformé en « Frente Amplio », mais que quelques partis politiques l'ont quitté, sans pour autant avoir déserté le front oppositionnel. Le président de l'AN est élu de manière rotative entre les principaux partis du « Frente Amplio » et cela pour une année. Il ou elle fait fonction de leader « primus inter pares » de l'opposition.

**Trois.** A peine quelques semaines après l'installation de la nouvelle Assemblée en janvier 2016, Maduro déclare l'ETAT D'URGENCE, d'abord pour trois mois, mais depuis lors il a été automatiquement renouvelé sans date butoir. Maduro commence à gouverner avec des DECRETS qui déprivent systématiquement l'Assemblée Nationale de ces pouvoirs. L'AN vote pendant quelques mois encore des lois, mais

le Président Maduro refuse systématiquement leur promulgation et le Tribunal Suprême ratifie automatiquement ce refus.

Bien entendu les tensions montent, aussi bien au sein du monde politique où la majorité parlementaire émet de vives protestations, que dans la rue, où les grandes manifestations recommencent. Beaucoup plus amples maintenant qu'en 2014, mais heureusement avec nettement moins de victimes. Moins de victimes ne signifie pas zéro victimes ! Pour la période 2014-2018 Human Rights Watch arrive à un chiffre de 215 morts liés directement à la résistance « pacifique » contre le régime. Aucune manifestation, aussi vaste qu'elle soit, peut pourtant ébranler le régime. L'appareil policier et militaire reste fermement derrière le pouvoir.

**Quatre.** Pour se donner un semblant de démocratie, Maduro organise des élections pour une « CONTRE Assemblée Nationale », nommée Assemblée Nationale Constituante (ANC), avec comme mission et de se substituer à l'AN et de réorganiser les institutions de l'état y inclus l'adoption d'une nouvelle constitution. L'opposition ne participe évidemment pas à ce « coup d'état parlementaire ». Cette assemblée est élue en juillet 2017 et ne comporte que des membres du PSUV (entretiens renommé « Polo Patriotico »).

Cet organisme, plutôt fantôme, n'a jusqu'à présent pas accompli grand-chose. Il n'a pas encore élaboré une nouvelle constitution et il reste complètement en dehors du travail législatif. C'est le Président qui a assumé la plénitude des pouvoirs et qui continue à gouverner avec des décrets.

**Cinq.** L'année 2018 était aussi l'année des élections présidentielles (selon la constitution de 1999 encore en vigueur). Maduro les organise en mai 2018. L'opposition officielle ne se présente pas. Il les remporte avec un score de 67%, meilleur que n'importe quel score électoral sous Chavez, mais avec un taux de participation, selon les rares observateurs indépendants, en dessous de 30%. Il entamera son deuxième mandat le 10 janvier 2019.

Ces deux élections, de 2017 et de 2018, n'ont plus rien à voir avec des élections libres, transparentes et impartiales. Elles étaient complètement contrôlées par un Conseil Electoral « chaviste-maduriste », sans aucune observation indépendante, ni nationale et encore moins internationale.

#### **4. Pire encore que le manque de démocratie est la situation socio-économique désastreuse sous laquelle souffre le pays.**

Un choix de sept chiffres importants ici parlent pour eux-mêmes.

1. **L'économie** est allée en **récession** à partir de 2014. Fin 2018 on va bientôt aboutir la cinquième année de cette récession qui a même dépassée les 10% en 2016 et 2017. On estime que l'année prochaine l'économie aura perdu pratiquement 50% de son volume, comparé à la dernière année de croissance (2013).
2. Cela se traduit par une **baisse du revenu par tête de l'habitant**, qui était encore à 13.000 dollars US en 2013 (tenant compte de la PPA, à 18.000 dollars) et qui se situe maintenant à peine à 7000 dollars US (tenant compte

de la PPA, à 10.000 dollars). Le pire est que ces mêmes habitants reçoivent leurs salaires, pensions, paiements etc..dans une monnaie gravement dévaluée. La grande majorité de la population reçoit un « salaire minimum » décrété par le gouvernement et qui est basé sur le taux officiel qui est un taux complètement artificiel. Calculé en vraie valeur de marché, ce fameux salaire minimum n'a depuis 2016 jamais dépassé les 30 dollars américains par mois et se trouve maintenant même en dessous de 15 dollars américains par mois !

3. La **production pétrolière est tombée** de 2.6 millions de barrils par jour en 2013 à 1.25 millions fin 2018. Ce qui signifie aussi que l'exportation nette du pétrole n'atteint même plus un million de barrils par jour, ne plus vue depuis le début des années cinquante.
4. Le **tissu productif** de tout ce qui est biens et services, en dehors de ce qui est ressources naturelles, **n'est plus qu'un tiers** de ce qui l'était encore en 2000. Surtout dans le secteur de la production même on constate un déclin qui remonte déjà à la prise de pouvoir de Chavez, donc un développement négatif qui s'étend sur toute la période « chaviste ».
5. **Le secteur exportateur des biens et services** (non inclus ressources naturelles) qui se situait encore à 20% du total des exportations en 2000, mais qui avait déjà baissé à 10% en 2013, est maintenant **tombé à moins de 3%**.
6. Pour couronner cet image, le Venezuela connaît une **hyperinflation, allant jusqu'à cent mil pourcent** en été 2018. Déjà après plusieurs années de haute inflation, la situation devenait vraiment intenable cette année. Un dollar américain valait six millions de bolivares sur le marché libre. Le régime a alors inventé du « trucage » technique. On a simplement coupé cinq zéros de la monnaie nationale en août 2018. Ce trucage technique n'a évidemment eu aucun impact sur cette hyperinflation. Fixé à 60 bolivares (souverains) pour un dollar US en août 2018, ce bolivar souverain se trouve maintenant, fin 2018, déjà à presque 2000. La monnaie nationale ayant perdu toute crédibilité, de plus en plus de gens utilisent maintenant des devises, en premier lieu le dollar américain. Pour la petite histoire : en 2018 le gouvernement a aussi introduit une crypto monnaie, appelée le « petro », apparemment liée aux réserves de pétrole du pays. Le but est de contourner par ce moyen l'hyperinflation. Une autre farce.
7. En 2003 Chavez avait établi le **taux de change à 4 bolivares pour un dollar US** en introduisant en même temps un **contrôle de change**. Ce contrôle de change a très vite mené à l'apparition d'un taux parallèle ou libre (noir) qui a donné lieu à d'énormes abus, car l'écart entre les deux taux devenait de plus en plus important. L'accès au taux officiel ou préférentiel est et reste uniquement réservé aux « entreprises » qui font des transactions en devises. Dans la réalité, à part les transactions commerciales normales, aussi les cénacles « chavistes » et leurs amis ont eu et ont encore cet accès et ont en pu faire de très bonnes affaires (surtout par le biais de l'établissement d'entreprises fantômes).

**Le long de l'époque « chaviste » le pays s'est considérablement endetté** et surtout les dernières années les réserves internationales sont tombées à un minimum historique.

Le Venezuela a en premier lieu une dette importante (surtout en paiements anticipatifs ou crédits pour des livraisons de pétrole) vis-à-vis de la Chine. On l'estime

à plus de 50 milliards de dollars, desquels à moins la moitié n'a pas encore été repayée. Aussi vis-à-vis de la Russie le Venezuela s'est fort endetté (on mentionne ici le chiffre de 17 milliards, dont au moins 3 milliards en dette directe, le reste en forme de garanties). Sur les marchés internationaux financiers, plusieurs dizaines de milliards de dollars US ont été empruntés en forme d'émission de « bons souverains » et de « bons PDVSA », pour lesquels le pays fait face maintenant à une cessation de repaiement (on parle ici quasi d'une faillite technique). Finalement, plusieurs entreprises étrangères, qui ont été nationalisées sans ou avec peu de récompense, se sont dirigées vers des arbitrages internationaux ou vers des tribunaux, surtout américains et y ont obtenu, dans la plupart des cas, gain de cause. Souvent de lourdes indemnités à l'encontre de l'Etat vénézuélien ont été prononcées en leur faveur. De nouveau, il s'agit de plusieurs milliards de dollars à acquitter. Dans ce contexte ces entreprises cherchent de possibles « gages » et le plus juteux parmi eux est sans doute CITGO, la plus importante filiale de PDVSA aux Etats-Unis et d'une grande importance pour le raffinage. La perte de cette filiale pourrait avoir des conséquences catastrophiques, pour PDVSA, mais aussi pour le Venezuela même.

#### **5. La souffrance est en premier lieu une souffrance humaine qui touche de plus en plus de Vénézuéliens.**

Cette souffrance envahit toute la sphère de l'être humain. Elle signifie moins de travail, moins d'éducation, moins de soins de santé... jusqu'à même moins de nourriture.

#### **Comment réagit la population ?**

Comme dans chaque pays en détresse, la population réagit avec ses pieds. Elle s'enfuit le pays. Le Venezuela a connu un constant exode, déjà depuis le début du gouvernement « chaviste », mais qui s'est sérieusement accéléré à partir de 2013-2014. Entretemps on compte déjà presque trois millions de vénézuéliens en dehors du pays, parmi eux presque un tiers en Colombie. La grande majorité reste en Amérique latine, mais il y a des Vénézuéliens un peu partout dans le monde, aussi en Europe, surtout en Espagne avec quelques centaines de milliers. En plus, ceux qui quittent le pays sont en général ceux qui ont une formation professionnelle et ceux qui sont jeunes, causant un « brain drain ». Un phénomène qui est néfaste pour n'importe quel pays.

Le régime ne reste évidemment pas complètement sans soutien, même si ce dernier n'atteint, selon les derniers sondages, même plus la barre fatidique des 20%. A part une toute petite minorité de « chavistes » acharnés et de l'élite au pouvoir, le reste qui se dit « soutenir » le régime ne le fait pas avec enthousiasme, mais ils sont en bonne partie tributaires au régime. On mentionne ici encore une partie, mais clairement en érosion, de la classe populaire, une partie du secteur public et le secteur des forces armées et des forces de l'ordre. Même s'il y a parmi ces derniers des démissions et de désertions, en nombre croissant, ce secteur de la population est moins prêt à quitter le pays.

Ceux qui ne vont en principe jamais partir, à part qu'on les chasse de leurs demeures, sont justement les couches populaires. Chavez jouissait d'un vrai

soutien parmi eux, mais Maduro et les siens ont en grande partie perdu ce crédit. Constituant néanmoins encore la majorité de la population, ils sont plutôt en train de survivre que de vivre. Ce sont eux qui vivent en large partie des paquets « CLAP ». Une sorte de ravitaillement par les autorités en vivres et en produits de soin et de médicaments à bas prix (contrôlés et subsidiés par le gouvernement). Ce ravitaillement est maintenant complètement dans les mains de l'armée. On a besoin du « carnet de la patrie » pour en avoir droit. Les quelques millions de membres du parti au pouvoir possèdent ce carnet et ce carnet a aussi été distribué parmi la plus grande partie des classes populaires. Par contre, une autre partie de la population, non négligeable, les classes moyennes sans lien direct avec le chavisme, rencontrent des problèmes pour pouvoir s'insérer dans ce réseau. Et finalement, ce ravitaillement n'est pas vraiment suffisant et ne couvre que les nécessités basiques de SURVIE....

Oui, le peuple a faim et le peuple a peur. Manifestations et protestations ont maintenant largement diminué, en tout cas celles qui ont attiré des centaines de milliers de participants. Bon nombre de protestations plus ciblées, plus dispersées continuent, mais elles sont moins spectaculaires et ont donc moins d'impact. Il règne par conséquent une sorte de résignation dans le pays. A part la répression par le régime, la population doit continuer à faire face à une criminalité aigue, à un taux d'homicide très élevé, avec le Salvador et l'Honduras, le Venezuela en reste champion du monde.

Ceux qui ont maintenant de la famille ou des amis à l'étranger, heureusement de plus en plus de Vénézuéliens, peuvent profiter des « remesas », des versements de l'argent en devises. Le régime le permet. Quoiqu'en augmentation, ce groupe reste pourtant encore fort minoritaire.

Le gouvernement « chaviste-maduriste » refuse obstinément de l'aide humanitaire en provenance de l'étranger en proclamant le Venezuela « pays sans crise », donc n'ayant pas besoin de ce genre d'aide. Récemment le régime a quand-même eu des contacts avec le PNUD et avec UNICEF. Un peu d'aide humanitaire sous l'égide onusien entre donc dans le pays, évidemment sous des conditions dictées par le régime. Déjà depuis des années l'Union Européenne réitère qu'elle est disposée à fournir de l'aide humanitaire au Venezuela, mais cette offre n'a jusqu'à présent jamais été acceptée par les autorités. Ce qui entre dans le pays comme « soulagement » à la population est, à part des « remesas » et un début d'aide onusien, également un minimum d'aide en provenance de quelques ONG humanitaires. L'église catholique y joue un rôle important, mais elle et ces ONG doivent constamment faire face à des restrictions et des contrôles leur imposées par le régime.

## **B. La Dimension externe de la Crise vénézuélienne. Le Venezuela comme facteur d'instabilité régionale et internationale et la réponse du monde extérieur.**

## **1. Instabilité, ou du moins détérioration des relations dans surtout le contexte régional.**

**Un. La première cause d'instabilité est sûrement la vague de réfugiés/émigrants** quittant le pays. Ils sont au moment déjà quasi trois millions, dont seulement une petite partie possède les moyens personnels pour vivre en dehors du pays. Le reste doit trouver des moyens de subsistance ou dépend, en tout cas temporairement, de toute sorte d'aide disponible dans les pays de réception. Ces pays, qui sont surtout des pays voisins, doivent absorber ce flux. Ils se montrent en général relativement accueillants. Mais si ce flux continue et devrait encore augmenter, un point de saturation pourrait être atteint avec la conséquence d'un arrêt d'accueil, ce qui pourrait engendrer de sérieuses tensions. Pour cela ces pays cherchent du soutien financier chez des organismes internationaux, chez les USA ou l'Union Européenne. Ceux-ci sont disposés à aider et ont déjà commencé à financer des projets de soutien aux réfugiés vénézuéliens.

La grande question est de savoir si on est confronté ici avec une situation temporaire qui pourrait se détendre à une plus ou moins brève échéance ou est ce qu'on se trouve ici dans une vraie crise migratoire qui peut encore durer des années et qui peut encore s'aggraver ? Dans ce dernier scénario, la communauté internationale devra y trouver de réponses.

**Deux. L'appareil policier-militaire « chaviste »** est pour une large mesure responsable pour l'instabilité et la crise interne dont souffre le pays car il est le moteur de la répression et il est le soutien indispensable du régime. Mais est ce qu'il est également responsable d'une instabilité régionale ou internationale ?

La réponse est positive de manière nuancée et cela sur deux terrains.

**Premièrement**, en ce qui concerne le trafic de drogues via le territoire vénézuélien. Ici on constate une politique assez ambiguë et peu transparente. Déjà sous Chavez le Venezuela avait rompu la coopération avec la DEA américaine, mais aussi les relations avec les services anti-stupéfiants des pays occidentaux en général sont devenues plus difficiles. Le résultat est qu'il y a plus de complicité avec les milieux criminels internationaux que sous les gouvernements antérieurs de la « quatrième république ».

**Deuxièmement**, en ce qui concerne les incidences de « terrorisme » depuis le territoire vénézuélien. On a facilité, en tout cas sous le gouvernement de Chavez même, en moindre mesure maintenant, des opérations depuis le territoire vénézuélien issus des mouvements terroristes colombiens, comme la FARC et l'ELN. Récemment on a aussi trouvé un lien avec des mouvements terroristes au Moyen Orient, qui seraient aidés par le gouvernement Maduro. Cette aide ne viendrait pas directement de l'appareil militaire, plutôt de certains coins du chavisme (on mentionne ici le Ministre Tareck El Aissami et son entourage Libano-syrien-Iraqi.). On a découvert par exemple que l'Hezbollah libanais a des intérêts directs dans l'exploitation de l'or dans le sud du pays. On ne peut pas oublier que plus de deux millions de Vénézuéliens ont leur souche dans cette partie du monde.

L'appareil policier-militaire n'est pourtant pas une monolythe. On entend surtout dans les rangs inférieurs une grogne croissante contre les conditions de vie de plus en plus précaires. Il y a néanmoins encore peu de militaires et de policiers qui désertent et quittent le pays car ils courent un sérieux risque d'être capturés et emprisonnés et il y a encore moins qui se sont révoltés. A part quelques incidents spectaculaires, comme des tirs par une avionnette au bâtiment du Tribunal Suprême ou l'explosion d'un drone dans les environs d'une parade militaire en présence de Maduro, le régime n'en communique pas ou peu. Pourtant des ONG observateurs parlent entretemps de plusieurs centaines de militaires et de policiers incarcérés pour des actes « contre la patrie ».

Maduro continue déjà depuis le « guarimba » de 2014 à clamer tout haut que le pays devra faire face à la possibilité d'un coup d'état orchestré par les Etats Unis et même pire encore, à une intervention militaire américaine. Ses forces armées seraient toujours en état d'alerte et donc prêtes pour défendre la patrie. Il s'agit ici de la pure propagande et de la spéculation. Une intervention pareille ne va pas avoir lieu, en tout cas pas dans la situation actuelle et même l'administration Trump réfléchira deux fois avant de s'aventurer dans une opération « coup d'état ». Tout le monde doute d'ailleurs que les forces armées vénézuéliennes soient prêtes et puissent faire face à une telle intervention. En tout cas cela serait une dangereuse aventure qui affecterait gravement la stabilité régionale, même internationale. Seulement quelques « durs » de l'opposition se montrent en faveur d'une telle action militaire des Etats Unis pour mettre fin au régime de Maduro. De l'autre côté, il est vrai que les relations entre le Venezuela et la plupart de ses voisins ont détériorées les dernières années, mais cette détérioration n'a aucun rapport avec la possibilité ou la potentialité d'un conflit armé qui viendrait d'un pays voisin.

**Trois.** Chavez n'a pas seulement prêché la révolution « bolivarienne » pour le propre Venezuela, mais il avait aussi une **vision « bolivarienne » pour le continent latino-américain**. Comme nous le verrons ci-dessous, cette politique n'a pas été un succès, ni quant à la stabilité, ni quant au progrès dans la région.

Inspiré par la vision de la « Grande Colombie » de Simon Bolivar, Chavez avait devant ses yeux une sorte de « fédération » des pays latino-américains, qui adopteraient plus au moins la même ligne politique « missionnaire » que lui-même avait introduite au Venezuela. Le premier véhicule créé par Chavez pour répandre ce genre d'influence politique dans la région s'appellait ALBA : l'Alliance Bolivarienne des Amériques.

Il est vrai qu'il a réussi à séduire une dizaine de pays, surtout de petits pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale, les trois seuls plus grands étant Cuba, la Bolivie et l'Equateur. La raison principale pour laquelle presque tous sont devenus membres était son schéma de livraison de pétrole à des conditions très favorables (PetroCaribe). Ses plans pour l'ALBA-Grande Colombie incluaient aussi une alliance de commerce « non capitaliste » et une sorte d'union monétaire. Tout cela comme précurseur à cette nouvelle « fédération », qui devrait statuer un exemple dans la région, même dans le monde, d'une nouvelle société de solidarité et d'égalité.

Chavez n'a pu réaliser aucun de ces objectifs. Les membres de l'ALBA ne sont jamais parvenus à élaborer une structure de coopération quoique se soit, ni politique

et encore moins économique, commerciale ou sociale. L'ALBA continue encore à exister, mais est devenu largement superflu et à cause de la crise interne au Venezuela, même le PetroCaribe ne représente plus grand-chose.

Malgré l'importance personnelle de l'ALBA pour lui, Chavez s'est vite rendu compte qu'il devait œuvrer dans d'autres enceintes régionales, qui avaient des structures et des programmes, comme l' UNASUR, le CELAC et surtout le MERCOSUR.

A la prise de pouvoir de Chavez, le Venezuela n'était pas membre du MERCOSUR, le Marché Commun des Pays de l'Amérique du Sud, qui existait déjà depuis 1991 et qui est dominé par l'axe Brésil-Argentine. A l'époque le Venezuela avait choisi pour une adhésion au Pacte Andin. Sorti finalement de ce Pacte et soutenu par le courant « gauchiste » des Présidentes Rousseff et Fernandez de Kirchner, le Venezuela est admis comme membre à part entière du MERCOSUR en 2012. Dans les années qui suivent il ne s'est pourtant jamais adapté à la réglementation commune. Pire encore, surtout après le changement de gouvernement au Brésil (2016) et en Argentine (2015), les quatre autres membres commencent à se poser de sérieuses questions sur la gouvernance démocratique au Venezuela et en décembre 2016, on suspend le pays sine die.

Pour l'UNASUR (Union de l'Amérique du Sud) et le CELAC ( Communauté des Etats de l'Amérique latine et des Caraïbes), le Venezuela en était devenu membre d'office. Quoique Chavez fût un des pères de l'UNASUR en 2003, cet organisme n'a jamais pu surpasser le stade des pourparlers politiques et des intentions de coopération. Par contre, le CELAC, érigé à Caracas en 2011, est sensé former le noyau d'une vraie Union latino américaine et par conséquent être un partenaire avec un grand potentiel pour e.a. l'Union européenne. Cet organisme a donc bel et bien la vocation de devenir important. Aussi le Venezuela est appelé à y contribuer, mais cette contribution laisse à désirer, à tel point que « grâce » à Maduro le CELAC patine sur place et que les relations avec l'UE restent difficiles.

L'expansion de la « révolution bolivarienne » en dehors du Venezuela était donc largement un échec pour le « chavisme ». Sous Maduro les choses se sont même empirées. L'ALBA n'a pratiquement plus rien apporté, de même que l'engagement ou manque d'engagement du Venezuela dans les autres enceintes. Au sein du CELAC le Venezuela joue donc au moment même un rôle carrément négatif.

La plus grande partie de ses voisins dans la région considèrent la mouvance « chaviste-maduriste » de plus en plus comme un « spoiler », qui ne contribue donc pas, ni au progrès, ni au développement de la région : la crise des réfugiés leur coûte de l'argent et de la détresse ; la coopération policière, militaire et politique en général est devenue beaucoup plus difficile ; commerce et investissements au Venezuela ou par le Venezuela se trouvent pratiquement à un bas historique.

Les deux grands nouveaux « amis » du régime « chaviste-maduriste », la Chine et la Russie, sont aussi les deux plus grands créanciers du Venezuela, non pas directement un exemple pour la stabilité et le développement du pays. La Chine a été disposée à préfinancer d'importantes importations de pétrole à longue terme à des conditions d'ami, mais tient maintenant comme « super créancier » le pays jusqu'à

un certain point en ôtage. Ceci n'est sûrement pas une politique de bon père de famille de la part du régime chaviste. Le cas de la Russie est encore moins flatteur. Pour les Russes le Venezuela était surtout sous Chavez un marché lucratif pour la vente de grandes quantités de matériel militaire dont la nécessité pour la défense du pays est pour le moins douteuse. Plus récemment la Russie a aussi commencé à se positionner sur le marché pétrolier vénézuélien. Son rôle sur le marché interne reste plutôt modeste, mais son but est le marché américain, à atteindre via le Venezuela. C'est-à-dire via la filiale CITGO de PDVSA, dans laquelle ROSNEFT a pris une importante part de contrôle comme garantie des créances russes. Ceci n'est pas vu avec un bon œil à Washington et n'apporte rien à la stabilité du continent, bien au contraire. Il est donc temps de réagir et d'agir, en vue, si ce n'est pas d'un changement de régime, pour le moins d'une amélioration de la situation.

## **2. Comment agit/réagit la région, le monde extérieur?**

### **a. Du dialogue vers les sanctions.**

Déjà bien avant l'usurpation du pouvoir par Maduro suite aux élections législatives du 6 décembre 2015 et à peine quelques mois après son élection comme Président et successeur de Hugo Chavez, les tensions politiques escaladaient. La détérioration de la situation économique et l'immobilisme du nouveau gouvernement menaient, comme on l'a vu plus haut, à un déplorable éclat (la « guarimba ») dans la rue avec de nombreuses victimes. Déjà à ce point, on est en été 2014, la crise déborde et entre dans la mire de la communauté internationale. Cette communauté internationale, ou plutôt régionale à ce stade, est sollicitée par le régime et par l'opposition, qui de son côté arrive finalement à se regrouper dans un bloc, la MUD, pour tenter d'activer un « dialogue ». Se constitue alors une petite commission de « facilitateurs », composée du Nonce Apostolique et des représentants de la Colombie, de l'Équateur et du Brésil.

Relativement vite il est clair que ce dialogue ne mène même pas à un début d'entente et il sera évidemment bloqué dès le moment où l'opposition vient d'être enlevée de sa victoire aux élections législatives. Saint Siège et facilitateurs disparaissent discrètement, entre sur le parquet l'ancien PM espagnol, José Luis Zapatero comme « facilitateur » et aussi la République dominicaine comme lieu de rencontre. Ces deux se tiennent encore toujours disponibles, mais également dans cette constellation rien n'a été atteint. En théorie donc, le dialogue (la facilitation-médiation) n'a jamais complètement disparu, mais il est devenu tellement secondaire, on peut même dire futile, que ce chemin ne va pas pouvoir sortir le Venezuela de la crise, qui devient de plus en plus grave.

En pleine tentative de dialogue entre le régime et l'opposition, nous sommes au printemps 2015, le pays vit les séquelles de la « guarimba » ou de la révolte populaire de l'année antérieure en forme de plusieurs procès « politiques ». De lourdes peines de prison sont prononcées, entre autre contre le leader jadis de l'opposition, Leopoldo Lopez. Le premier pays à réagir avec des sanctions « ad

personam » contre un petit nombre de hauts responsables de l'appareil judiciaire et policier sont alors les Etats Unis de Barack Obama. De son côté l'Union européenne se montre également très critique vis-à-vis de ces procès, mais s'abstient, à ce stade, d'imposer des sanctions. Une attitude critique aussi, mais moindre, vient des pays voisins. Il faut attendre la tenue des élections législatives, abortées par le régime, et la mise en place progressive de la dictature par une junte « chaviste-maduriste », avant que la région et le monde extérieur commencent vraiment à réagir par le biais d'un début de sanctions.

**b. Situation actuelle des sanctions visant une pression sur le régime en vue d'une amélioration de la situation pour la population, allant jusqu'à un changement de régime.**

Aucun pays ou organisme qui a institué des sanctions contre le régime de Maduro le fait pour sanctionner la population telle quelle. Toutes les sanctions qui sont en vigueur au moment ciblent l'élite « chaviste-maduriste » de façon personnelle, dans leur mobilité (accès au territoire) ou dans leur intérêts financiers ou fonciers (propriétés, capitaux, comptes en banque, actions...). Les USA ont commencé en 2015 avec une première liste, entretemps devenue plus ample. L'UE et le Canada ont suivis en 2017 avec d'autres listes de manière qu'une soixantaine de hauts responsables du régime ont été touchés.

Les seules sanctions qui vont au delà des sanctions personnelles sont celles, également récentes, qui visent le commerce des armes (USA, UE, Canada) et la sanction la plus importante, c'est-à-dire celle qui frappe les transactions financières à court terme (jusqu'à trois mois), imposées par les seuls USA en été 2018. Surtout cette dernière sanction a pour la première fois des répercussions directes pour tout ce qui est paiement en dollars US à brève échéance entre le Venezuela et des entreprises américaines.

Notons ensuite, qu'après la suspension de l'adhésion du Venezuela au MERCOSUR, la même chose risque également de se produire pour l'OEA. Mais jusqu' à ici on n'a pas encore atteint la majorité de 2/3 pour invoquer la clause démocratique, qui a frappé Cuba en 1961 comme unique Etat membre à ce jour. La place du Venezuela dans l'UNASUR risque aussi de disparaître car la majorité de ses membres planifie de l'abolir et de le remplacer par PROSUR, une plateforme, sans le Venezuela bien entendu, qui oeuvrerait pour la démocratie, les droits de l'homme et l'économie du marché en Amérique du Sud.

Les réactions, en forme de critique d'abord et en forme de sanctions ensuite, sont venues tardivement et lentement du côté des pays voisins. Il faut attendre août 2017 avant qu'une réaction coordonnée de critique et de pression du monde latino américain voit le jour, en forme de la création du « Groupe de Lima », qui comprend 14 des plus importants pays de la région (y inclus le Canada), mais évidemment sans Cuba, la Bolivie, le Nicaragua...

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont déjà relativement vite, encore durant la présidence de Chavez, exprimé leur désaccord avec la manière dont Chavez traitait les opposants de sa politique, utilisant un style de gouvernance de plus en plus autoritaire. Déjà en 2010 les USA ont retiré leur ambassadeur et ont

commencé à réduire leur présence diplomatique et consulaire. L'UE et ses Etats membres se sont grosso modo positionnés sur la même ligne à partir de 2013-2014 (les pays nordiques avaient déjà cessé leur présence au Venezuela beaucoup plus tôt, début des années 2000).

Jusqu'à la fin de 2018, les seules sanctions frappant le Venezuela venaient donc exclusivement des Etats Unis, du Canada et de l'Union Européenne. Le « Groupe de Lima » n'a jusqu'à présent pris que quelques mesures diplomatiques et consulaires. D'autres pays et non pas les moindres comme la Chine, la Russie, même l'Inde ou la Turquie, restent encore des « amis » du régime. Pour une bonne partie aussi parce qu'ils ont encore d'importants intérêts économiques et commerciaux au Venezuela. Pour mener une politique de sanctions plus efficace, on ne peut sûrement pas compter sur eux.

Quoiqu'il en dise le régime chaviste, les sanctions actuelles restent minimales et émanent d'un nombre restreint de pays. En plus, à part la « modeste » sanction financière américaine en vigueur depuis quelques mois, ces sanctions ne mettent absolument pas le régime sous pression pour qu'il puisse se voir contraint à changer sa politique anti démocratique qui mène le pays de plus en plus dans le précipice.

## CONCLUSION

L'expériment chaviste (1999-2013) et plus tard l'expériment chaviste-maduriste (2013-) marque une étape très distincte dans l'histoire du Venezuela, mais aussi dans l'histoire de l'Amérique latine en général. Le continent latino américain a connu bon nombre de caudillos, de leaders populistes et nationalistes, surtout de droite, de temps en temps aussi de gauche, mais le phénomène « chaviste » au Venezuela reste quand-même unique. Sa révolution « bolivarienne » trouve seulement un début de comparaison dans la révolution « castriste » à Cuba. Dans leurs origines ces deux « révolutions » n'étaient ni idéologiques, ni marxistes socialistes ou communistes. Toutes les deux étaient une réaction contre une classe politique en discrédit. La suite de l'histoire nous donne pourtant une image différenciée de ces deux « mouvances ». Castro a renversé de manière violente, donc pas aux urnes, un gouvernement anti-démocratique. Chavez a succédé de manière démocratique à un gouvernement démocratique. Castro a relativement vite après sa prise du pouvoir choisi le chemin idéologique communiste. Chavez l'a fait le long d'un parcours politique de plusieurs années et l'a fait de manière plus nuancée et plus modérée. Une modération qui a néanmoins largement disparu sous ses héritiers.

L'expériment chaviste est par conséquent un expériment « sui generis » qui avait dans sa conception idéaliste d'une grande mission sociale, inspirée par un leader charismatique, la vocation de la réussite, mais qui a malheureusement échoué, et dans sa politique nationale, mais également dans sa politique internationale.

L'échec dans sa politique nationale a surtout été causé par un manque de pacte social sociétal, par un manque de « outreach » vers toute la société vénézuélienne. Chavez n'a jamais compris qu'il faut tenir compte de toutes les forces vives de la société, en l'occurrence aussi de l'opposition démocratiquement élue, du secteur producteur privé, du secteur syndical traditionnaliste, des ONG, de l'église catholique... Lui-même issu de l'armée, a eu la grande chance d'avoir pu compter sur la loyauté des militaires et de la police, qui l'ont soutenu tout le long de son mandat, grâce à bon nombre de privilèges. Mais un Venezuela plus juste, plus égalitaire, plus prospère pour tous, n'a pas besoin de privilèges, mais d'une entente avec toutes les couches de la population.

De même dans sa politique internationale Chavez n'a pas réussi avec sa vision « anti hégémonie....ciblant en premier lieu les Etats Unis » dans un cadre « Grande Colombie » protectionniste et anti-capitaliste. Dans un monde globalisé, l'Amérique latine ne peut pas se replier sur elle-même et parmi ceux qui s'affichaient compagnons de route, il y avait bon nombre qui n'étaient que des opportunistes.

L'arrivée au pouvoir de son successeur, Nicolas Maduro, signifiera l'immobilisme, le manque d'une sérieuse réflexion, l'absence d'une auto-critique, absolument nécessaire pour changer de cap. Par conséquent, le pays s'est de plus en plus enfoncé dans une crise socio-économique dans laquelle Maduro et les siens se sont de plus en plus isolés du reste du pays en instaurant un régime qui est dégradé en dictature. Déplorablement les mêmes forces militaires et policières l'ont suivi quasi inconditionnellement sur ce chemin, devenant une sorte d'état dans l'Etat en s'identifiant finalement avec l'idéologie chaviste.

Les forces de l'opposition internes n'ont jamais cessé de lutter, mais elles doivent lutter avec des armes inégales. De l'autre côté ces forces et partis n'étaient pas toujours très réunis et il leur manquait aussi des figures de proue. Il semble que pour le moment Maduro puisse encore continuer à contrôler les rênes du pouvoir, appuyé par les forces militaires et policières, mais combien de temps encore ? Le monde extérieur de son côté s'est à peine réveillé. Néanmoins la pression et les sanctions peuvent jouer un rôle très important. La question centrale sur toutes les lèvres est dors et déjà : jusqu'à quel point le régime puisse tenir le coup avant qu'il ne succombe et sa disparition puisse ouvrir la porte vers un nouveau futur ?

ETAT DU TEXTE: 25 novembre 2018